

intérêts de la population et à les représenter. L'héritage de la période soviétique n'augurait rien de bon à cet égard.

Sous Gorbatchev, la « glasnost » a rarement suscité l'apparition de fronts nationaux et populaires comme dans d'autres régions de l'union. Le Parti a conservé les rênes du pouvoir dans les républiques de l'Asie centrale, et les activités des groupes politiques non officiels s'en sont trouvées limitées. Par ailleurs, les changements survenus en Europe de l'Est n'ont pas eu les mêmes effets que dans les États baltes ou en Ukraine pour ce qui est de secouer la conscience politique de la population et de la canaliser sous forme organisée.<sup>23</sup> Les activités menées par les groupes politiques non officiels entre 1985 et 1991 n'ont dans l'ensemble pas dépassé le stade des soulèvements ethniques (comme le soulèvement kazakh contre la nomination du Russe Gennadii Kolbin au poste de premier secrétaire du Parti communiste du Kazakhstan en 1986, ou les émeutes entre Kirghiz et Ouzbeks à Osh en 1990).

En résumé, les républiques de l'Asie centrale ont obtenu leur indépendance sans être organisées sur le plan politique, si l'on excepte les partis communistes, qui n'avaient souvent fait que changer de nom.<sup>24</sup> Les nouveaux partis politiques sont souvent petits et élitistes; ils disposent de moyens extrêmement limités et ils sont peu ancrés dans la population.<sup>25</sup>

L'orientation suivie par rapport à l'ancien régime soviétique diffère sensiblement entre les cinq États. À un extrême, on trouve le Kirghizistan, qui laisse une liberté d'action plus ou moins complète à un large éventail de partis, bien qu'il interdise les

---

<sup>23</sup> Ainsi qu'il apparaît dans l'autre document, le mouvement du Nevada-Semipalatinsk contre les essais nucléaires a constitué en partie une exception et a servi de ferment à l'apparition ultérieure de plusieurs groupes politiques au Kazakhstan. Il faut toutefois préciser que ce mouvement a été officiellement reconnu.

<sup>24</sup> À l'automne de 1991, par exemple, le Parti communiste du Turkménistan s'est dissout puis reconstitué sous le nom de Parti démocratique turkmène. En décembre de la même année, le président Niyazov nouvellement élu, ancien dirigeant communiste, a signé un décret en vertu duquel tous les anciens membres du PCT devenaient automatiquement membres du PDT. En Ouzbékistan, Islam Karimov a remplacé le parti communiste du pays par le Parti démocratique populaire. Quarante-vingt-dix pour cent des membres du Parlement actuel (Oliy Majlis) adhèrent au PDP.

<sup>25</sup> Font en partie exception les mouvements russe ou slave pour la défense des minorités politiques et des droits de la personne.